

Cote du document: EB 2019/LOT/P.6
Date: 19 août 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel
République du Libéria
Projet d'élargissement de l'arboriculture

Numéro du projet: 1100001761

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin
Directeur de la
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Jakob Tuborgh
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2469
courriel: j.tuborgh@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Raison d’être et justification du financement additionnel	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes ou résultats à produire, et activités	2
D. Avantages, coût et financement	3
III. Risques	6
A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation	6
B. Catégorie environnementale et sociale	6
C. Classement au regard des risques climatiques	6
IV. Exécution	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Cadre organisationnel	7
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	7
D. Modifications qu’il est proposé d’apporter à l’accord de financement du projet	8
V. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VI. Recommandation	8
Appendices	
I.	Updated logical framework incorporating additional financing
II.	Updated summary of the economic and financial analysis incorporating additional financing

Équipe d’exécution du projet

Directeur régional:	Lisandro Martin
Chargé de programme de pays:	Jakob Tuborgh
Responsable technique du projet:	Audrey Nepveu de Villemarceau
Responsable de la gestion financière:	Radu Damianov
Spécialiste climat et environnement:	Joyce Njoro
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
PSP	Partenaires du secteur privé
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi-évaluation
TCEP	Projet d'élargissement de l'arboriculture
UEP	Unité d'exécution du projet

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Libéria
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	30,7 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA:	9,48 millions de DTS (équivalant approximativement à 13 millions d'USD) et don ASAP de 3,28 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,5 millions d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Prêt à des conditions particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an. Les fonds de l'ASAP sont fournis sous forme de don.
Montant du financement additionnel du FIDA:	9 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	6,6 millions d'USD fournis sous forme de prêt à des conditions particulièrement favorables et 2,4 millions d'USD sous forme de don au titre du CSD. Le prêt aura un délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 1,46% l'an.
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	1,9 million d'USD
Contribution des bénéficiaires/du secteur privé:	2,3 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 35.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet d'élargissement de l'arboriculture (TCEP) a été approuvé en décembre 2015. Son coût total, de 30,7 millions d'USD est financé par un prêt du FIDA de 13 millions d'USD (9,48 millions de DTS) et par un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) de 4,5 millions d'USD (3,28 millions de DTS), ainsi que par des contributions du gouvernement, des bénéficiaires et du secteur privé à hauteur de 4,2 millions d'USD. Selon la conception approuvée, le projet comprenait aussi un déficit de financement de 9 millions d'USD, destiné au financement des routes rurales dans le cadre d'une composante B, de "remise en état et entretien des routes".
2. Le gouvernement sollicite donc maintenant du FIDA le financement additionnel de 9 millions d'USD pour couvrir la composante B, "remise en état et entretien des routes". Les fonds demandés seront décaissés au titre du cycle 2019-2021 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour le pays, et financeront la remise en état des routes au titre de la composante B. Le financement proposé serait fourni à hauteur de 27% sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et de 73% sous forme de prêt à conditions particulièrement favorables.
3. La date d'achèvement actuellement prévue est le 30 juin 2023.

B. Description du projet initial

4. Le projet a pour objectif global de développement d'améliorer les moyens d'existence et de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des ménages ruraux du comté de Nimba. L'objectif de développement du projet est d'améliorer les revenus et la capacité d'adaptation aux changements climatiques des petits producteurs de cacao dans le comté de Nimba. Le projet comprend quatre composantes: composante A: accroissement de la quantité et de la qualité du cacao vendu et relèvement du prix perçu par les petits exploitants; composante B: amélioration de l'accès aux marchés et abaissement des coûts de transport; composante C: amélioration de la prestation de services aux producteurs de cacao aux fins du développement de la filière; composante D: assurer l'efficacité et l'efficience de la planification stratégique et opérationnelle, de la mise en œuvre des activités, du suivi-évaluation (S&E) et de la gestion des savoirs dans le cadre du projet.
5. Le TCEP adopte une approche "filière" pour rapprocher les cultivateurs de cacao – organisés au niveau local en groupes *kuu* et en fermes-écoles – des marchés et des services par l'entremise des coopératives et des partenaires du secteur privé (PSP).

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être et justification du financement additionnel

6. L'allocation proposée de 9 millions d'USD couvrira le déficit de financement qui était prévu dès la conception initiale du projet. Le financement est admissible en vertu des procédures du FIDA, puisque i) les objectifs demeurent les mêmes que dans la conception initiale du projet; ii) la République du Libéria est admise à bénéficier de ressources au titre du SAFP et des ressources sont disponibles; iii) les activités proposées sont conformes aux politiques du FIDA; iv) le Gouvernement du

Libéria a officiellement demandé un financement additionnel; v) le montant demandé n'est pas supérieur au déficit de financement.

7. Le projet a enregistré un retard initial: approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2015, il n'a démarré qu'en juin 2017. De plus, par suite d'un changement de gouvernement, une unité d'exécution du projet (UEP) en bonne et due forme n'a vu le jour qu'en janvier 2019. Cependant, le projet a récemment rempli toutes les conditions de décaissement, et la première tranche a été versée en mai 2019. Par conséquent, le TCEP est désormais en mode pleinement opérationnel, et les diverses activités ont commencé.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

8. Le TCEP interviendra dans huit districts du comté de Nimba. Cette expansion géographique viendra compléter le Projet d'élargissement de l'arboriculture Phase II (TCEP-II), mis en œuvre dans le comté de Lofa, afin de réaliser des économies d'échelle¹.
9. Le financement initial ciblait quelque 11 000 parties prenantes de la filière du cacao, dont: i) 8 000 étaient des petits producteurs de cacao membres de groupes *kuu* et de fermes-écoles; ii) environ 2 400 étaient d'autres agriculteurs (30%), qui bénéficieraient aussi de la remise en état des routes, de l'approvisionnement en intrants et de l'accès aux marchés; iii) 600 étaient des personnes bénéficiaires de créations d'emplois dans la filière. Pour sélectionner les 8 000 petits producteurs de cacao, le projet associe une approche d'autociblage à des outils visant à inclure les jeunes, les femmes, les blessés de guerre et les survivants de l'épidémie d'Ebola. Ces objectifs restent inchangés.

C. Composantes ou résultats à produire, et activités

10. Les composantes existantes du TCEP – et les activités clés au sein de ces composantes qui seront financées par les fonds additionnels – sont les suivantes.
11. **Composante A: Régénération des plantations de cacao.** Le résultat attendu de la composante A est l'accroissement de la quantité et de la qualité du cacao vendu et le relèvement du prix perçu par les petits exploitants. Le projet est centré sur les actions de régénération et de replantation, le développement des liens au sein de la filière, les pratiques culturelles et le traitement après récolte. L'objectif sous-jacent d'une régénération de base est de porter les rendements de cacao à au moins 400 kg par hectare, un stade qui serait atteint par 2 000 agriculteurs (25%). Un accroissement supplémentaire des rendements, à 1 tonne l'hectare, résulterait des services mis en place et des technologies appuyées par les fermes-écoles, les PSP et les coopératives. Cette étape bénéficiera à 6 000 agriculteurs (75%). Le TCEP soutient en outre la création et l'exploitation d'une station de semences dans le comté de Nimba pour garantir la disponibilité de matériel végétal amélioré, de pépinières de village et de pépinières privées. La diversification des exploitations de cacao, après leur régénération, au profit de cultures offrant une bonne valeur ajoutée – en particulier la banane et la banane plantain – sera encouragée pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience climatique mais aussi pour lisser les flux de trésorerie, tout en accordant un rôle plus important aux femmes dans l'économie agricole. La composante A reste inchangée par l'apport du financement additionnel.
12. **Composante B: Remise en état et entretien des routes.** Quelque 200 kilomètres de routes reliant les exploitations aux marchés seront remis en état dans le comté de Nimba, en ayant recours à la méthode de réalisation élaborée dans le cadre du Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations (STCRSP). Concernant la maintenance, le TCEP s'articulera autour de trois axes:
 - i) le renforcement des capacités dans le secteur de l'entretien des routes;

¹ Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé le TCEP-II en décembre 2018 et l'accord de financement a été signé en mars 2019. La ratification est prévue pour le troisième trimestre de 2019.

ii) l'amélioration de la stratégie de maintenance des routes, notamment par la mise au point d'un mécanisme de financement; iii) le financement de transition des travaux d'entretien par recours à la méthode "travail contre rémunération". Ces objectifs restent inchangés.

13. **Composante C: Prestation de services pour le développement de la filière.** Le résultat attendu de cette composante est l'amélioration de la prestation de services aux producteurs de cacao aux fins du développement de la filière. Cette composante vise à: i) renforcer les capacités des coopératives de producteurs de cacao au niveau du district; ii) renforcer les capacités du Ministère de l'agriculture, de l'Autorité de réglementation des produits agricoles du Libéria (LACRA) et de l'Agence coopérative pour le développement aux niveaux du comté et du district; iii) faire en sorte que l'adaptation aux changements climatiques soit intégrée dans les systèmes d'appui technique au développement de la filière du cacao; iv) instaurer une concertation sur les politiques; v) surveiller les activités de déboisement dans le secteur du cacao. Le financement additionnel n'entraînera pas de changement pour cette composante.
14. **Composante D: Coordination et suivi-évaluation du projet.** L'objet de cette composante est d'assurer l'efficacité et l'efficience de la planification stratégique et opérationnelle, de la mise en œuvre des activités, du S&E et de la gestion des savoirs. Aucun changement n'est prévu pour cette composante.

D. Avantages, coût et financement

Coût du projet

15. Avec le financement additionnel sollicité, le coût total du projet, sur une durée de six ans, y compris les aléas, droits et taxes, est estimé à 30,7 millions d'USD. Le résumé des financements, initial et additionnel, est présenté au tableau 1. Les coûts du projet, au titre du financement additionnel, par composante et source de financement sont indiqués au tableau 2, par catégorie de dépenses et source de financement au tableau 3, et par composante et année au tableau 4.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	13 000	6 570	19 570
Don du FIDA	(ASAP) 4 500	2 340	6 840
Bénéficiaires/secteur privé	2 316	-	2 316
Emprunteur/fonds de contrepartie	1 855	-	1 855
Total	21 672	9 000	30 672

* Voir les tableaux 4 et 5 pour plus de précisions.

Tableau 2

Financement additionnel: coûts du projet par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Don CSD additionnel du FIDA</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
	A. Régénération des plantations de cacao	116	73	43	27	159
B. Remise en état et entretien des routes	6 454	73	2 387	27	8 841	98,2
C. Prestation de services pour le développement de la filière	-	-	-	-	-	-
D. Coordination et suivi-évaluation du projet	-	-	-	-	-	-
Total	6 570	73	2 430	27	9 000	100,0

Tableau 3

Financement additionnel: coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Don additionnel du FIDA</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
	I. Dépenses d'investissement					
A. Travaux	6 229	73	2 304	27	8 532	94,8
B. Biens, services et intrants	78	73	29	27	107	1,2
C. Véhicules	-	-	-	-	-	-
D. Matériel et fournitures	29	73	11	27	39	0,4
E. Consultants	-	-	-	-	-	-
F. Formation	26	73	10	27	35	0,4
G. Ateliers	11	73	4	27	15	0,2
H. Services	158	73	59	27	217	2,4
II. Charges récurrentes						
A. Salaires et indemnités	-	-	-	-	-	-
B. Dépenses de fonctionnement	39	73	15	27	54	0,6
Total	6 570	73	2 430	27	9 000	100,0

Tableau 4

Coûts du projet par composante et par année du projet
 (en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
A. Régénération des plantations de cacao	1 882	19	2 152	21	2 452	24	2 606	26	809	8	132	1	10 033
B. Remise en état et entretien des routes	200	2	3 508	35	5 914	58	273	3	171	2	93	1	10 159
C. Prestation de services pour le développement de la filière	1 538	25	1 429	24	1 142	19	869	14	894	15	204	3	6 075
D. Coordination et suivi-évaluation du projet	818	19	555	13	701	16	713	16	764	17	854	19	4 405
Total	4 437	14	7 644	25	10 208	33	4 461	15	2 638	9	1 283	4	30 672

Stratégie et plan de financement et cofinancement du projet

16. Le projet initial avait un coût total de 30,7 millions d'USD, financé par un prêt du FIDA de 13 millions d'USD (9,48 millions de DTS) et par un don au titre de l'ASAP de 4,5 millions d'USD (3,28 millions de DTS), par un déficit de financement de 9 millions d'USD, ainsi que par des contributions du gouvernement, des bénéficiaires et du secteur privé à hauteur de 4,2 millions d'USD. Le financement additionnel du FIDA, de 9 millions d'USD, couvrira le déficit de financement initial et n'accroîtra donc pas le coût global du projet. Le cofinancement national reste à 4,2 millions d'USD et se compose: i) d'une contribution du Gouvernement du Libéria de 1,9 million d'USD, qui financera les droits et taxes sur les biens importés ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée; ii) d'une contribution des exploitants de 1,4 million d'USD; iii) des contributions des PSP, à hauteur d'environ 1 million d'USD, sous forme d'investissements dans la filière et d'un fonds de roulement destiné aux coopératives pour qu'elles puissent acheter du cacao.

Décaissement

17. La gestion financière et les modalités de décaissement du financement additionnel refléteront celles du projet initial. Il sera fait appel, en tant que de besoin, aux méthodes de paiement direct et de compte désigné ainsi qu'à un mécanisme de relevés de dépenses. Les seuils afférents à ces derniers seront fixés en fonction de critères de risque, comme indiqué dans la lettre à l'emprunteur existante. Deux comptes bancaires désignés sont ouverts auprès de la Banque centrale du Libéria – l'un pour le prêt du FIDA et l'autre pour le don de l'ASAP –, mais un autre compte sera ouvert pour recevoir le financement additionnel (prêt et don), afin de faciliter le paiement des dépenses admissibles. Tous les paiements aux prestataires de services seront effectués à partir des comptes bancaires. Les éventuels paiements à destination du terrain prendront la forme de virements bancaires afin de minimiser le recours aux transactions en espèces. Dans l'ensemble, aucun changement ne sera apporté à la gestion financière des fonds du FIDA par rapport à la conception initiale.

Résumé des avantages et analyse économique

18. Le taux de rentabilité économique, de 35,7% sur 20 ans, est correct du point de vue économique et génère un total de 112,5 millions d'USD sur cette période, outre les avantages économiques sociaux et secondaires provenant de l'amélioration des routes rurales, qui n'ont pas été chiffrés. L'analyse de sensibilité indique une solide résilience face à une hausse ou à une réduction des coûts, comme le montre l'appendice II. Un élément supplémentaire pris en considération dans cette analyse est la présence d'externalités écologiques positives des projets, programmes et politiques de développement de l'agriculture et de la sylviculture pour le bilan carbone.

Stratégie de sortie et durabilité

19. La stratégie de sortie du TCEP s'articule autour des éléments de conception suivants: i) la formalisation des liens, au sein de la filière, entre PSP et coopératives; ii) une approche fondée sur le marché et des interventions passant par les PSP, les coopératives et d'autres prestataires de services; iii) la fourniture d'un appui aux petits exploitants essentiellement à des conditions commerciales; iv) la concentration sur des activités d'entrepreneuriat agricole pleinement intégrées à l'économie de marché locale et régionale; v) l'atténuation des risques grâce au développement des capacités institutionnelles des parties prenantes à la filière.
20. L'élaboration de matériel et de programmes de formation à l'adaptation aux changements climatiques au sein des chaînes d'approvisionnement arboricoles est susceptible d'influencer d'autres agriculteurs et parties prenantes que les bénéficiaires du projet, notamment si le matériel de formation est adopté et les

sessions de formation sont suivies par des techniciens travaillant sur d'autres projets arboricoles.

III. Risques

A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation

21. Les risques afférents au projet et les mesures d'atténuation proposées sont les suivants.

Tableau 5

Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation

<i>Risque</i>	<i>Conséquences</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Mauvaise gouvernance et faibles capacités institutionnelles, notamment en matière de gestion financière	Lenteur des décaissements, diminution des avantages du projet, retards d'exécution	Application des directives du FIDA relatives à la passation des marchés; renforcement des systèmes de formation et de contrôle en rapport avec la gestion financière; missions de supervision régulières; audits externes; utilisation du logiciel de comptabilité déjà installé; assistance technique; audits techniques ad hoc; et plans de développement des capacités spécifiques et bien ciblés, en liaison avec le plan d'activité.
Faiblesse des liens avec les coopératives et les marchés	Poursuite de la vente parallèle par les agriculteurs, si les coopératives n'offrent pas des prix compétitifs	Recours aux groupes <i>kuu</i> et aux fermes-écoles pour renforcer les capacités et le pouvoir de négociation des exploitants; création de liens avec les marchés par l'intermédiaire de PSP et de coopératives; soutien institutionnel aux coopératives.
Pression accrue des maladies en raison du raccourcissement de la saison sèche; augmentation des températures maximales en saison sèche	Baisse des rendements, de la qualité et des recettes	Mise en place et formation d'équipes d'application de pesticides dans les coopératives et les fermes-écoles; promotion du recours à l'ombre des arbres; et diversification des systèmes agricoles.
Hausse de la rentabilité de la culture du cacao, aggravant directement ou indirectement le déboisement	Impact négatif sur l'environnement, l'érosion et le déboisement	Interventions limitées aux exploitations agricoles existantes; accords de conservation forestière et suivi participatif de l'utilisation des terres en vue d'atténuer le risque de déforestation.
Utilisation accrue de pesticides et d'engrais	Contamination des sols et des eaux; risques sanitaires	Application des engrais recommandés à des dosages trop faibles pour nuire à l'environnement; (bio) pesticides appliqués par des équipes de pulvérisation spécialement créées, formées et équipées, de façon à réduire le risque de mauvaise utilisation des produits.
Qualité médiocre du cacao	Baisse des prix et de la rentabilité	Séchoirs solaires mis à la disposition des producteurs dans les exploitations comme dans les coopératives; participation de la LACRA aux contrôles de qualité.

B. Catégorie environnementale et sociale

22. D'après les critères de classement environnementaux et sociaux du FIDA, le projet initial a été classé en catégorie B. L'analyse a en effet considéré que d'éventuelles incidences sociales et écologiques négatives ne seraient que de courte durée, et seraient corrigées ou atténuées grâce aux mesures prévues dans le cadre des activités du projet. Le financement additionnel du FIDA, de 9 millions d'USD, est aligné sur la conception initiale.

C. Classement au regard des risques climatiques

23. En accord avec les directives relatives aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, le projet a été classé dans la catégorie "risque climatique modéré". Le projet s'inspirera des enseignements tirés du projet STCRSP, qui intègre dans sa conception des mesures d'atténuation des risques climatiques, en vue de mener des activités à faible coût dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit notamment: d'adopter des semences et plantules de variétés de cacao qui résistent mieux à des températures plus élevées; de promouvoir l'utilisation de l'ombre, sur les exploitations, pour

protéger les arbres pendant la saison sèche; d'encourager l'utilisation d'une énergie plus durable pour sécher le cacao; et de prévoir une protection climatique pour les routes réhabilitées.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

24. Le financement additionnel proposé est conforme aux politiques du FIDA concernées, à savoir: le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025; la Politique relative aux entreprises rurales; la Stratégie pour le secteur privé: développement et partenariats; la Politique en matière de finance rurale; la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021; la Politique de ciblage: Atteindre les ruraux pauvres; et les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.
25. Les ajustements apportés au cadre logique du projet par rapport au cadre initial concernent l'alignement sur les nouveaux indicateurs de base du FIDA adoptés en 2017². Les objectifs n'ont fait l'objet d'aucun alignement.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

26. Le Ministère de l'agriculture assume la responsabilité générale de la mise en œuvre du TCEP. Un Comité national de pilotage guide la stratégie du projet, supervise la planification, examine les progrès accomplis et assure la liaison avec les acteurs pertinents. Au sein de l'Unité de gestion du projet, la gestion, le suivi et l'évaluation du TCEP sont placés sous la responsabilité de l'UEP du FIDA à Monrovia. Une UEP a été créée à Saclepea pour le comté de Nimba.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

27. Le TCEP utilise le système de gestion financière existant dans l'UEP du FIDA, et notamment l'enregistrement, la comptabilité et l'établissement des états financiers en conformité avec des normes comptables acceptables par le FIDA.
28. Les décaissements au titre du projet respectent les directives du FIDA en la matière. Le projet emploie les méthodes du paiement direct et des comptes désignés, ainsi qu'un mécanisme de relevés de dépenses, comme indiqué dans la lettre à l'emprunteur existante. Deux comptes bancaires désignés sont ouverts auprès de la Banque centrale du Libéria – l'un pour le prêt du FIDA et l'autre pour le don de l'ASAP –, pour le paiement des dépenses admissibles. Le TCEP s'inscrit au Portail clients du FIDA pour faciliter les retraits.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

29. Suivi et évaluation sont des facteurs décisifs de la bonne performance d'un projet. Le Gouvernement du Libéria soutient pleinement le renforcement de cet aspect du projet. Le cadre logique du TCEP servira de base pour mesurer les produits, les effets et l'impact du projet. Les résultats du TCEP (comme ceux d'autres programmes d'aide centrés sur l'agriculture) alimenteront ensuite la contribution sous-sectorielle du Ministère de l'Agriculture au Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres. Un S&E sera mené à plusieurs niveaux (administration centrale, comté et district) et par plusieurs parties prenantes, afin de favoriser une mise en œuvre efficace et ce, en conformité avec les indicateurs de base du FIDA, tels qu'alignés sur le système de S&E du Ministère.
30. Un plan d'action sur la gestion des savoirs sera élaboré par le projet et définira les activités à entreprendre ainsi que les rôles et responsabilités de l'équipe du projet

² Voir: Porter le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) à l'étape suivante (EB 2017/120/R.7/Rev.1).

et des partenaires d'exécution. Ainsi, les données de bonne qualité recueillies grâce au S&E offriront un fondement à une analyse approfondie et à la création de produits du savoir qui formeront une base de données contribuant au dialogue sur les politiques dans le sous-secteur du cacao.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du projet

31. L'accord de financement du projet sera modifié pour inclure le financement additionnel de 9 millions d'USD du FIDA, précisant les nouvelles modalités et conditions de prêt qui seront négociées.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

32. Une lettre de modification de l'accord de financement entre la République du Libéria et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur.
33. La République du Libéria est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

35. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de six millions six cent mille dollars des États-Unis (6 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de deux millions quatre cent mille dollars des États-Unis (2 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Updated logical framework incorporating additional financing

Narrative Summary	Key Performance Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline (Y0)	Mid-Term (Y3)	End Target (Y6)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of persons receiving services promoted or supported by the project ³ [CI 1]		5,500	11,000	Monitoring report	Quarterly	County-PIU	
	Corresponding number of Households reached [CI 1.a] ⁴		5,500	11,000	Monitoring report	Quarterly	County-PIU	
	Estimated corresponding total number of household members ⁵ [CI 1.b]		32,450	64,900	Monitoring report	Quarterly	County-PIU	
Goal:								
Improve the livelihoods and climate change resilience of rural households in Nimba County	Decreased 0-5 year child malnutrition* (1)	stunted: 36.4% ⁶ wasted:3.9% underweigh:20.7%	TBD	TBD	Secondary data i.e. LDHS	PY1, PY3, PY6	IFAD-PIU	
	Increased food security (reduction in length of hungry season)* (2)	Food insecure: 11% Moderately food insecure: 30% ⁷	TBD	TBD	Baseline/ Completion Survey or secondary data i.e. CFSNS	PY1, PY3, PY6	IFAD-PIU (LISGIS)	
	Improvement in asset ownership* (3)	TBD	TBD	TBD	Baseline and Completion Survey	PY1, PY3, PY6	IFAD-PIU	
Project Development Objective:								
Improve incomes and climate change resilience of smallholder cocoa producers in Nimba County	Number of persons/households reporting increase in production disaggregated by crop (Cocoa) [CI 1.2.4] (4)	0	Cocoa - 5,500	Cocoa - 8,000	Baseline/Completion survey	PY1, PY3, PY6	IFAD-PIU (LISGIS)	Commitment of all stakeholders (government, donors, private sector) to participate in poverty reduction efforts
	Number of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices [CI 3.2.2] (5)	0	550	7,800	Baseline/Completion survey	PY1, PY3, PY6	IFAD-PIU (LISGIS)	
	Gross <u>sales</u> of cocoa per farm (6)	100 US\$	624 US\$	1,861US\$	Baseline/Completion survey, monitoring data	PY1, PY3, PY6	LISGIS, Coop reports, PSP	
	Farm gates <u>prices</u> as % of ICCO reference price for grade 1(7)	65%	65%	75%	Monitoring reports	Quarterly	County-PIU	
Component A–Revitalization of cocoa plantations								
Outcome 1: Increased quantity and quality of cocoa sold by smallholders	Number of productive trees per farmer (yielding >10 pods of cocoa per tree) (8)	50	400	1,000	Reports of PSP and cooperatives	Annually	CAC, DAO	Land tenure system in project counties does not pose any limitations to project activities Targeted communities are involved and responsive to
	% of grade 1cocoa (9)	To be provided	70%	90%	Reports of PSP and cooperatives	Annually	CAC, DAO	
Outputs: Plantation revitalized and	Ha of cocoa rehabilitated or replanted (10)	0 ha	6,500ha	10,000 ha	Reports from PSP and Coops	Quarterly	CAC, DAO	

³Disaggregated by sex (30 % women and 50% youth)

⁴Disaggregated by Lead (head of household, small enterprise or group)

⁵Disaggregated by sex

⁶ Liberia Demographic and Health Survey (LDHS), 2013.

⁷ Liberia Comprehensive Food Security and Nutrition Survey (CFSNS), 2013.

climate resilient practices and processing introduced	Land under climate-resilient practices [ASAP2] (11)	Not available	5000	10000	Baseline/completion survey, monitoring report	Annually	CAC, DAO	interventions made
Component B–Rehabilitation and maintenance of roads								
Outcome 2: Improved access to markets	(Number) Percentage of persons/households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities [CI 2.2.6] (12)	Not available	1000	2,400	Baseline/completion survey, monitoring report	Annually	CAC, DAO	
Outputs: Rehabilitation and maintenance of roads	Number of kilometres of roads constructed, rehabilitated or upgraded [CI 2.1.5] (13)	0 km	75km	200km	Reports of CRE	PY1, PY3, PY6	County-PIU, CRE	Targeted communities are involved in responsive interventions Made to
Component C–Service provision for value chain development								
Outcome 3: Improved provision to service cocoa smallholder	Tonnes of cocoa sold by farmers through their cooperatives* and/or PSP (14)	0	2,775 tonnes	9,800 tonnes	Reports from Coops and PSP	Quarterly	CAC, DAO	Responsive and interested private sector partners in the cocoa sector
	(Number) Percentage of supported rural producers' organization members reporting new or improved services provided by their organization [CI 2.2.4] (15)	Not available	50%	90%	Reports of PSP and cooperatives	Annually	CAC, DAO	
Outputs: Sustainable cooperatives for marketing of cocoa and provision of inputs	(Number) Percentage of rural producers' organizations supported[CI 2.1.3](16)	0	50%	90%	Reports from Coops and PSP	Quarterly	CAC, DAO	
	Number of persons trained in income-generating activities or business management. [CI 2.1.2] (17)	0	220 FFS	320 FFS (*25 pp/FFS)	FFS officer	Quarterly	County-PIU	

Updated summary of the economic and financial analysis incorporating additional financing

Table A: Models' financial cash flow

Model 1: Basic revitalization													
ITEMS	UNIT		Y0	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10
Total revenue	US\$		197	197	295	337	802	797	774	752	729	710	690
Total production costs	US\$		40	433	176	176	176	176	176	176	176	176	176
Incremental net income	US\$		0	(393)	(38)	4	469	464	442	419	396	377	357
Return to family labour	23.5												
NPV @ 0.1	1,169												
IRR	46%												
B/C ratio	2.63												
Model 2: Enhanced revitalization													
ITEMS	UNIT		Y0	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10
Total revenue	US\$		197	197	295	624	1,179	1,731	1,861	1,805	1,748	1,699	1,650
Total production costs	US\$		40	459	307	412	432	452	375	465	435	425	375
Incremental net income	US\$		0	(419)	(169)	54	589	1,121	1,329	1,182	1,156	1,117	1,117
Return to family labour	86												
NPV @ 0.1	3,419												
IRR	66%												
B/C ratio	2.73												
Model 3: Replanting													
ITEMS	UNIT		Y0	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10
Total revenue	US\$	0	0	0	50	624	1,179	1,731	3,220	3,121	3,022	2,936	2,850
Total production costs	US\$	0	40	775	396	412	452	472	445	505	505	445	445
Incremental net income	US\$	0	0	(735)	(306)	252	766	1,299	2,814	2,656	2,557	2,531	2,444
Return to family labour	60												
NPV @ 0.1	6,758												
IRR	66%												
B/C ratio	3.13												

Table B: Programme/project costs and Logframe targets

Project costs				
Component	Cost IFAD, ASAP Million USD	Beneficiaries and Private Sector	GoL	Cost US\$/Beneficiary
Revitalization of cocoa plantations	7.1			
Rehabilitation and maintenance of roads	9.5			
Service provision for value chain development	5.6			
Project Coordination, M&E	4.3			
Total	26.5	2.3	1.9	2 791

Indicators from the EFA				
Outcome	Indicator	Baseline	MTR	FINAL
Improved incomes and climate change resilience of smallholder cocoa producers	Number of farmers who increased their income from cocoa	0	4,250	8,000
	Gross sales per farm	197	624	1,861
Increased quality and quantity of cocoa sold by smallholders	% of grade 1	0%	30%	90%
	Ha of cocoa rehabilitated	0	6,500	10,000
Improved access to markets	Km of roads rehabilitated	0	75	200
Improved service provision to cocoa smallholder farmers	Number of farmers selling their produce through coops	0	3,000	8,000
	Number of farmers receiving inputs from cooperatives	0	4,250	8,000

Table C: Main assumptions and shadow prices

C1: Main Assumptions												
	Without				With project							Average
	Y0	Y1/	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	
Cocoa yields (kg/ha)												
Model 1 Basic revitalization	100	100	125	150	400	400	400	400	400	400	400	
Model 2 Enhanced revitalization	100	100	100	300	600	900	1000	1000	1000	1000	1000	
Model 3 Restocking	100	0	0	300	600	900	1200	1500	1500	1500	1500	
% of Farmers with access to each grade by year												
cocoa - grade 1	0%	0%	0%	30%	40%	60%	90%	90%	90%	90%	90%	
cocoa - grade 2	100%	100%	100%	70%	60%	40%	10%	10%	10%	10%	10%	
Cocoa price paid to farmers (US\$/kg)												
cocoa - grade 1	1.22	2.13	2.07	2.00	1.94	1.88	1.82	1.77	1.71	1.66	1.61	1.86
cocoa - grade 2	1.2	1.97	1.91	1.85	1.79	1.74	1.69	1.64	1.58	1.54	1.49	1.72
Cocoa price paid to cooperative (US\$/kg)												
cocoa - grade 1	1.22	2.23	2.17	2.10	2.04	1.98	1.92	1.87	1.81	1.76	1.71	1.96
cocoa - grade 2	1.22	2.07	2.01	1.95	1.89	1.84	1.79	1.74	1.68	1.64	1.59	1.82
C2: Shadow prices												
	Prices											
	Financial	Economic										
Cocoa, grade 1	1.65	1.82										
Cocoa, grade 2	1.55	1.71										
fertilizer	1	0.9										
pesticides	40	36										
sprayer	60	54										
wages, skilled	5.5	3.5										
wages, unskilled	3.5	2										

Table D: Beneficiaries adoption rates and phasing

		Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10
Basic revitalization	farmers**	500	1,500	2,750	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000
Enhanced revitalization	farmers**	500	1,500	2,750	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000
Replanting	farmers**	0	500	1,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000
Total cocoa farmers	farmers	1,000	3,000	5,500	8,000	8,000	8,000	8,000	8,000	8,000	8,000
Total cocoa plantations	ha	1,000	3,500	6,500	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000
Cocoa cooperatives	coops	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
*** These beneficiaries are after applying the adoption rate of 50%											

Table E: Programme/project economic cash flow

Programme/project economic cash flow								
Project Year	Basic	Enhanced	Replanting	Incremental impact roads	Environmental impact	Total economic benefits	Economic cost project	Cash Flow
PY1	(148,400)	(70,222)	(287,000)	0	27,000	(478,622)	(4,257,299)	(4,735,921)
PY2	(46,603)	70,720	(347,570)	(151,687)	97,650	(377,490)	(7,180,298)	(7,557,788)
PY3	16,469	685,158	135,431	(97,036)	187,200	927,222	(9,436,621)	(8,509,399)
PY4	1,662,041	2,897,435	1,310,154	251,117	297,000	6,417,748	(4,120,544)	2,297,204
PY5	1,643,306	4,783,879	2,237,811	1,760,889	315,000	10,740,886	(2,386,820)	8,354,066
PY6	1,563,924	5,508,407	5,032,634	2,599,499	324,000	15,028,464	(1,138,763)	13,889,702
PY7	1,484,542	5,034,752	4,788,372	3,631,490	333,000	15,272,156	(300,000)	14,972,156
PY8	1,405,160	4,938,697	4,630,511	3,392,300	342,000	14,708,668	(300,000)	14,408,668
PY9	1,335,701	4,777,849	4,578,781	3,292,310	351,000	14,335,641	(300,000)	14,035,641
PY10	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,207,699	360,000	14,038,794	(300,000)	13,738,794
PY11	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	369,000	13,981,423	(300,000)	13,681,423
PY12	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	378,000	13,990,423	(300,000)	13,690,423
PY13	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	387,000	13,999,423	(300,000)	13,699,423
PY14	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	396,000	14,008,423	(300,000)	13,708,423
PY15	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	405,000	14,017,423	(300,000)	13,717,423
PY16	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	414,000	14,026,423	(300,000)	13,726,423
PY17	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	423,000	14,035,423	(300,000)	13,735,423
PY18	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	432,000	14,044,423	(300,000)	13,744,423
PY19	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	441,000	14,053,423	(300,000)	13,753,423
PY20	1,266,242	4,764,200	4,440,652	3,141,328	450,000	14,062,423	(300,000)	13,762,423
EIRR 35.7%								
NPV USD 112.5 million								

Table F: Sensitivity analysis

	ERR	NPV (million US\$)	Link with risk matrix
Base Scenario	35.7%	112.5	
Project benefits -20%	29.9%	84.5	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates
Project benefits -10%	32.9%	98.5	
Adoption rate -10%	28.7%	96.2	Extension service outreach is limited, low uptake of good practices,
Adoption rate -20%	25.6%	79.7	
Project costs 10%	33.1%	109.8	Increase of price of service providers, road construction, fertilizer, etc.
Project costs 20%	30.9%	107.0	
1 year lag in benefits	29.0%	100.9	Low implementation capacity, risks affecting adoption rates
2 year lag in benefits	24.4%	89.8	